

# Raffineries : Macron, Le Maire et Berger, dépassent les Bornes !

Face à l'envolée des prix et à une inflation historique ; les travailleuses-eurs se mobilisent dans de nombreux secteurs professionnels pour l'augmentation des salaires tandis que les profits des entreprises du CAC 40 et les dividendes des profiteurs de crises ne cessent d'exploser.

Pour preuve, la journée de grève et de manifestation du 29 septembre pour un SMIC à 15 euros de l'heure, la réduction du temps de travail pour la semaine à 32h, et la retraite à 60 ans à taux plein, a vu la participation de 250 000 manifestant salarié-e-s en France et près de 6 000 en Isère. **Ils ont eu raison !**

N'en déplaise à l'ultra-libéral « radicalisé » Bruno Le Maire et au faux-nez du syndicalisme Laurent Berger, la colère est bel et bien là ! Et ce n'est que le début d'un processus de lutte pour combattre toutes les attaques engagées par le gouvernement Borne (contre-réforme de l'assurance chômage, contre-réforme des retraites, casse de notre régime d'assurance sociale...)

**La généralisation de la répression syndicale et la criminalisation de l'action syndicale organisée par le patronat et la Macronie visant à remettre en cause le droit de grève est inacceptable !**

Que ce soit contre les agent-e-s de maintenance de Réseau de Transport d'Électricité (RTE) qui ont vu débarquer à leur domicile, au petit matin du 4 octobre, la police pour des perquisitions : menottés devant leur famille et qualifiés de « cybercriminels en bande organisée », ils ont été envoyés en garde à vue à la Direction Générale de la Sécurité Intérieure.

Que ce soit contre les grévistes des raffineries quand la première ministre menace d'envoyer l'armée ou le gouvernement prend fait et cause contre ces salarié-e-s qui revendiquent une légitime répartition des richesses produites quand la seule rémunération du PDG de Total Energies, Patrick Pouyanné, a bondi de 52% en 2021 (6 millions d'euros par an).

**Face aux provocations, les travailleuses-eurs ne peuvent rester indifférents et l'arme au pied !** C'est pourquoi la CGT appelle à une journée d'action ce mardi 18 octobre dans les entreprises, services et collectivités afin de favoriser le démarrage de grèves massives pour exiger des augmentations de salaires, la réduction du temps de travail et la retraite pleine et entière à 60 ans.

L'Union Départementale CGT de l'Isère appelle les syndicats, les Unions locales à amplifier le rapport de force en organisant des assemblées générales avec les salarié-e-s dans le cadre unitaire le plus large possible.

**Un rassemblement est organisé ce mardi 18 octobre à 11h devant les locaux du MEDEF, 66 Boulevard Maréchal Foch à Grenoble.**

**Mardi 18 octobre journée nationale de grève pour :**

**Pour le droit de grève**  
**Pour les libertés syndicales**  
**Pour l'augmentation générale des salaires**  
**Pour l'indexation des salaires**  
**Pour une retraite pleine et entière à 60 ans**

Grenoble, 13 octobre 2022

